

INTÉRIEUR.

Paris, le 17 janvier.

Aujourd'hui dimanche, avant la messe, LL. EE. MM. Brantzen, ministre plénipotentiaire de S. M. le roi de Hollande, et Bellomoni, envoyé extraordinaire de S. A. le prince de Lucques et de Piombino, ont été conduits successivement avec les formes accoutumées à l'audience de S. M. l'EMPEREUR ET ROI, à qui ils ont présenté leurs lettres de créance.

Après cette audience, S. Exc. M. le maréchal Verhuel, a présenté ses lettres de créance en qualité d'ambassadeur de S. M. le roi de Hollande. S. Exc. a été conduite de son hôtel au Palais des Tuileries par les maîtres et aides des cérémonies, avec trois voitures de la cour, introduite par S. Exc. le grand-maître des cérémonies, et présentée par S. A. S. le prince vice-grand-électeur, faisant fonctions d'archichancelier d'Etat. L'audience finie, M. l'ambassadeur a été reconduit à son hôtel avec le même cérémonial.

Différentes lettres-de-change, jusqu'à la concurrence de trois millions, ont été tirées de l'Isle-de-France sur le trésor public.

Voici les principes de l'administration sur les lettres-de-change des colonies :

La signature du ministre du trésor public donne seule le caractère de lettre-de-change à un papier tiré sur le trésor. L'effet de cette signature est tel qu'un papier qui en est revêtu, est payé à l'heure même avec la même ponctualité qui est d'usage dans toutes les opérations de commerce.

Une lettre-de-change tirée par un agent quelconque de l'administration dans les colonies n'est donc lettre-de-change qu'autant qu'elle a reçu son dernier caractère, c'est-à-dire qu'elle a été acceptée par le trésor.

Mais le ministre du trésor ne peut l'accepter qu'autant que les ministres des départements respectifs lui ont fait connaître, 1° que les procès-verbaux des receveurs de la colonie constatent que la contre-valeur a été versée soit en argent, soit en marchandises; 2° qu'ils approuvent cette opération.

Le ministre du département n'approuvera cette opération qu'autant que les intérêts de l'Etat n'ont point été lésés. Ainsi, lorsque la lettre-de-change a été donnée pour argent versé, le ministre du département vérifie 1° si le versement est constaté par les procès-verbaux du receveur; 2° si l'escompte est conforme aux usages du commerce. Si les procès-verbaux du receveur constataient que les fonds n'ont pas été versés, la lettre-de-change ne serait point acceptée; elle serait nulle.

Si la lettre-de-change est pour valeur fournie en marchandises, il faut que le marché et les prix, dans le cas où il s'agit d'un traité général, soient connus du ministre du département; s'il s'agit d'un traité particulier et non connu du ministre, il faut que les prix soient reconnus justes, et que l'Etat ne soit pas lésé. Dans le premier et dans le second cas, les traites sont acceptées.

Ces principes sont conformes à la justice et à ce qu'exigent les intérêts de l'Etat.

Une lettre-de-change du commerce n'est payée qu'autant qu'elle est acceptée par celui sur lequel elle a été tirée; le Gouvernement sur qui les agents des colonies tirent, est représenté par le ministre du trésor public, et le ministre du trésor public n'accepte que quand il est constaté que le service pour lequel la lettre-de-change est délivrée, dans les colonies, a été fait pour le compte du Gouvernement, c'est-à-dire de la marine ou des relations extérieures.

Nous avons cru devoir mettre de nouveau ces principes en évidence, afin que personne ne puisse chercher à justifier par une cause d'ignorance des prétentions mal fondées.

Le trésor est dans la plus grande prospérité; mais ce n'est point une raison pour se relâcher de l'ordre et de l'économie que l'intérêt de l'Etat commande, et pour laisser la porte ouverte aux dilapidations et aux abus.

Ces réflexions ne doivent répandre aucun préjugé défavorable sur les opérations du gouverneur-général et du préfet colonial de l'Isle-de-France. Jusqu'à cette heure, tout annonce que cette colonie a été parfaitement administrée, et il est probable que les lettres-de-change ont été tirées sans abus et pour des causes réelles, et seront dans le cas d'être acceptées.

On voit encore sur la place des lettres-de-change de Saint-Domingue, provenant des 60 millions de traites du général Rochambeau. Elles n'ont pas été acceptées et elles sont soumises à l'examen de la liquidation. Celles qui ont été tirées pour argent véritablement versé, ont été acceptées et acquittées. Mais celles qui étaient ainsi motivées, tandis que les procès-verbaux des receveurs constataient qu'il n'y avait pas eu de versement, n'ont point été acceptées et ne pouvaient pas l'être. Qui croirait qu'il y en avait de cette espèce pour plusieurs millions?

Nous le répétons, on ne pourra dans aucun cas avoir aucune inquiétude sur le paiement de toute lettre-de-change, qui aura été faite pour argent réellement versé et à un escompte raisonnable, ou pour marchandises fournies en vertu d'un traité général connu du ministre du département, ou d'un traité particulier dont il sera constaté que les prix sont justes et que l'exécution n'a pas lésé les intérêts de l'Etat. Mais le commerce ne doit recevoir aucune lettre-de-change des colonies, que lorsqu'elles ont l'acceptation du ministre du trésor qui est le véritable banquier du Gouvernement.

Les hommes sages et les vrais négociants trouveront ces principes conformes aux règles d'une bonne gestion et aux usages de tous les temps: les faux négociants et les agitateurs élèveront des clameurs; mais l'administration ne recherche pas leur suffrage. Elle suit que la volonté comme le devoir du Gouvernement est de protéger et de défendre le trésor de la nation, et c'est là l'unique règle de sa conduite.

DÉCRETS IMPÉRIAUX.

Par décret du 15 janvier 1808, M. Vincent, auditeur au conseil d'Etat, a été nommé préfet du département du Pô, en remplacement de M. Loysel, appelé à d'autres fonctions.

Au Palais impérial des Tuileries, le 15 janvier 1808.

NAPOLÉON, EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE, ET PROTECTEUR DE LA CONFÉDÉRATION DU RHIN;

Sur le rapport de notre ministre de la marine et des colonies;

Nous Conseil d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

TITRE PREMIER.

Organisation des Ouvriers militaires.

Art. 1^{er}. Les ouvriers conscrits employés dans les arsenaux militaires de la marine continueront à être divisés en compagnies, conformément à notre arrêté du 23 ventose an 11.

2. Les compagnies d'ouvriers conscrits prendront le nom de *compagnies d'ouvriers militaires de la marine*.

3. Le nombre des compagnies sera porté à dix-huit. Ce nombre pourra varier en raison des besoins du service.

4. Les compagnies seront indépendantes les unes des autres, et formeront autant de corps séparés: elles seront placées dans les ports où leur service sera jugé nécessaire.

5. Chaque compagnie sera désignée par un numéro, et composée de 209 hommes, savoir:

Capitaine	1
Lieutenant	1
Officiers	2
Sergent-major	1
Sergens	4
Caporal-fourrier	1
Caporaux	8
Ouvriers de 1 ^{re} classe	40
de 2 ^e id.	64
de 3 ^e id.	88
Tambour	1
Sous-officiers et ouvriers ..	207

6. Chaque compagnie formera deux divisions, composées chacune de 102 hommes, savoir:

Sergens	2
Caporaux	4
Ouvriers de 1 ^{re} classe	20
de 2 ^e id.	32
de 3 ^e id.	44
	102

Chaque division formera deux sections, composées chacune de 51 hommes, savoir:

Sergent	1
Caporaux	8
Ouvriers de 1 ^{re} classe	10
de 2 ^e id.	16
de 3 ^e id.	22
	51

Chaque section formera deux escouades, composées chacune de 25 hommes, savoir:

Caporal	1
Ouvriers de 1 ^{re} classe	5
de 2 ^e id.	8
de 3 ^e id.	11
	25

7. Chaque compagnie sera composée de manière qu'il s'y trouve des ouvriers de diverses professions dans le rapport nécessaire pour les travaux ordinaires des constructions.

En conséquence, les trois premières sections de chaque compagnie seront formées de charpentiers et scieurs de long. Les charpentiers devront tous être exercés à la profession de perceur et à celle de calfat.

La première escouade de la quatrième section sera composée de menuisiers, poulieurs et tonneliers; et la seconde, d'ouvriers en fer.

8. Les sous-officiers et caporaux des trois premières sections seront pris parmi les hommes du grade immédiatement inférieur dans la profession de charpentier.

Le sergent attaché à la quatrième section sera pris alternativement parmi les ouvriers en bois et en fer: mais il sera toujours affecté à la première escouade de cette section un caporal pris parmi les menuisiers, poulieurs et tonneliers; et à la seconde escouade, un caporal pris parmi les ouvriers en fer.

9. Le capitaine de la compagnie, en cas de détachement, commande la première division; le lieutenant est particulièrement attaché à la seconde division;

Le sergent-major à la première.

Chaque section est particulièrement commandée, sous l'autorité des officiers de la compagnie, par un sergent;

10. Il pourra être admis dans chaque compagnie deux enfans d'ouvriers, lesquels feront le service d'apprentis, et seront considérés comme enfans de troupes.

Lorsque ces enfans seront parvenus à l'âge de seize ans, ils devront, s'ils sont reconnus propres au service, passer à la troisième classe des ouvriers; et, dans le cas où ils ne voudraient pas servir dans les ouvriers militaires, ils seront tenus de rembourser à la caisse du corps le montant de la solde qu'ils auront touchée depuis l'époque de leur admission.

TITRE II.

11. Toutes les compagnies d'ouvriers militaires de la marine réunies dans un de nos ports de construction, tels que Boulogne, Anvers, Brest, Lorient, Rochefort, Toulon, seront formées en bataillons ou en régimens, lorsque ces compagnies seront assez nombreuses dans un port, les besoins de la police et l'instruction rendant cette réunion nécessaire.

12. Lorsqu'il y aura dans un port plus de quatre compagnies, il en sera formé un bataillon, dont notre ministre donnera le commandement ou à un capitaine de frégate, ou à un ingénieur du grade correspondant. Un capitaine d'artillerie de la marine sera choisi par le ministre pour adjudant; deux sous-officiers de la même arme seront également choisis par notre ministre, et chargés des détails de l'instruction et de la manœuvre.

13. Lorsqu'il y aura dans le même port plus de huit compagnies, il en sera formé de même deux bataillons, composés chacun de plus de quatre compagnies.

14. Si l'y a plus de seize compagnies dans le même port, il en sera formé trois bataillons, chaque bataillon composé de plus de quatre compagnies et de moins de huit.

15. Lorsqu'il y aura dans le même port deux bataillons, il en sera formé un régiment, commandé par un capitaine de vaisseau ou par un ingénieur en chef.

16. La comptabilité se fera toujours par compagnie, la réunion en bataillon n'ayant d'autre objet que l'instruction, et les mouvements militaires, et notre intention étant de pouvoir à ce que les corps d'ouvriers se portent le plus faci-

47. Le conseil d'administration dirigera l'emploi des fonds accordés à la compagnie, pour la masse générale. Cette masse générale se composera de la masse particulière d'habillement et équipement militaire, de celle de logement et casernement, et de celle de chauffage.

48. La masse d'habillement et équipement militaire sera de 48 fr. par année pour chaque sous-officier, caporal, ouvrier et tambour.

Cette masse sera payée au complet.

49. Les dépenses auxquelles la masse d'habillement doit subvenir, sont :

1°. L'achat des étoffes, la confection et l'entretien de toutes les parties de l'habillement des sous-officiers et ouvriers ;

2°. L'entretien des ceinturons, baudriers, gibernes, bretelles de fusil, caisses et colliers de tambours, et la réparation des armes ;

3°. La fourniture des effets de petit équipement, qui seront délivrés à chaque ouvrier lors de son arrivée au corps ;

4°. Les galons pour marques distinctives des sous-officiers et caporaux, et ceux pour ancienneté de service ; les pompons et les cocardes, et les épaulettes des ouvriers des 1^{re} et 2^e classes ;

5°. Les frais de bureau de l'état-major ;

6°. Les trois centimes par franc, au profit de la caisse des invalides de la marine, tant sur les fonds affectés à la masse elle-même, que sur la solde des officiers, sous-officiers et ouvriers.

50. Les parties d'habillement et armement ne pourront être renouvelées qu'aux époques déterminées ci-après ; savoir :

Habit, gilet et paletot, après avoir

servi..... trois ans.

Pantalon de tricot..... un an.

Sarrau et grande culotte de toile..... un an.

Schakos..... six ans.

Bonnet de police..... deux ans.

Baudrier..... vingt ans.

Giberne et petite giberne..... vingt ans.

Bretelles de fusil..... vingt ans.

Caisse et collier de tambour..... vingt ans.

L'armement et le grand équipement seront fournis par l'administration de la marine, lorsqu'il y aura lieu à en délivrer ou remplacer des parties.

51. Les tambours devront pourvoir à l'entretien de leur caisse et au renouvellement des baguettes.

52. L'entretien et le remplacement des effets de petit équipement seront à la charge de chaque sous-officier et ouvrier ; il sera fait, en conséquence, sur leur solde, une retenue de huit centimes par jour pour chaque sergent-major, sergent et caporal-fourrier, et de cinq centimes pour chaque caporal, ouvrier et tambour.

Le produit de cette retenue sera administré par le capitaine de la compagnie, sous la surveillance du conseil d'administration.

Il sera tenu un compte ouvert à chaque sous-officier et ouvrier pour les dépenses et l'entretien du petit équipement, et le décompte en sera fait tous les trois mois ; mais il devra toujours rester une somme de 27 francs à la masse des sergents-majors, sergents et caporaux-fourriers, et de 18 francs à celle des caporaux, ouvriers et tambours.

Lorsqu'un sous-officier ou ouvrier recevra son congé absolu, le décompte de cette retenue lui sera fait en entier, déclaration faite de ce qu'il pourra redevoir au corps.

53. La masse de logement et de casernement sera de 17 fr. par année et par homme, sur le pied du complet, les officiers compris.

Cette masse servira,

1°. A acquitter les dépenses d'entretien, réparations locatives et loyers des casernes et magasins ;

2°. A la fourniture et entretien des lits militaires et des ustensiles de caserne ;

3°. A l'indemnité de logement des officiers, dans le cas où ils y ont droit, en tout ou en partie ;

4°. Aux indemnités allouées aux habitants qui, à défaut et en cas d'insuffisance de bâtimens militaires, logeraient des officiers et ouvriers, ou qui leur fourniraient des lits ;

A la fourniture et entretien des bidons, gamelles et effet de campement, ainsi que des lits de camps, tables et bancs du corps-de-garde de police établi au quartier.

Dans les ports où il a été fourni, par l'administration de la marine, des effets de casernement aux ouvriers militaires, il sera remis, à chaque compagnie, la quantité qui lui sera reconnue nécessaire, et il sera dressé un inventaire du nombre, de l'espèce et de la quantité desdits effets, lesquels seront à la charge et à l'entretien de ladite compagnie, et devront être par elle remis en même et semblable état dans les magasins de la marine, lorsque les ouvriers recevront une autre destination.

Le dépérissément ou l'amélioration de ces effets sera constatée contradictoirement lors de la remise aux magasins ; et la différence en sera acquittée, soit par la compagnie, soit par l'administration de la marine.

54. La masse de chauffage sera fixée à 9 francs par homme et par année, sur le même pied que la masse d'habillement.

Cette masse subviendra,

1°. A la fourniture du bois et autres combustibles nécessaires au chauffage de la troupe dans les casernes ;

2°. A celle des combustibles qu'exige la préparation des alimens ;

3°. A celle du bois et lumière du corps-de-garde du quartier ;

4°. Et enfin des marmites, gamelles et bidons, barils à eau, et sacs, etc.

Il n'est rien innové aux dispositions des lois et réglemens qui fixent la quotité des distributions en bois et en lumière, qui doivent être faites suivant les lieux et les saisons.

55. Il ne sera point établi, dans les compagnies d'ouvriers militaires de la marine, de masse de boulangerie. Il sera payé une somme de 20 centimes, par jour, pour chaque sous-officier, caporal, ouvrier, tambour et enfant de troupe présent au corps ; laquelle somme tiendra lieu de la ration de pain qui doit lui être fournie.

Dans le cas où la valeur de cette ration s'élèverait au-delà de vingt centimes dans le lieu où une compagnie serait employée, il sera tenu compte à ladite compagnie, de cette plus-value.

La somme représentative de la ration de pain sera payée à la compagnie en même tems que le prêt.

56. Il sera en outre alloué, pour chaque sous-officier, caporal, ouvrier, tambour et enfant de troupe présent sous les armes, quinze centimes par jour pour masse d'ordinaire, conformément aux dispositions de notre décret impérial du 12 mars 1806.

57. En exécution de notre décret du 10 avril 1806, il sera formé, dans chaque compagnie, une masse dite de compagnie, laquelle se composera des objets ci-après :

1°. D'une retenue sur la solde des sous-officiers, caporaux, ouvriers et tambours qui seront mis en prison ou à la salle de discipline ; cette retenue sera, pour chaque sergent ou caporal-fourrier, de 20 centimes par jour de prison ou de salle de discipline ;

Pour chaque caporal, de six centimes ; pour chaque ouvrier ou tambour, de cinq centimes ;

2°. Du produit de la vente du petit équipement des hommes désertés, lorsqu'ils ne redevront point à leur compte particulier ;

3°. De ce qui serait dû pour décompte de la masse de linge et chaussure aux hommes désertés.

4°. D'une retenue sur la solde à tous les sous-officiers, caporaux, ouvriers et tambours absens par petit congé ou permission.

Cette retenue sera pour les sergents ou caporaux-fourriers, de 20 centimes ; pour les caporaux, de 10 centimes ; pour les ouvriers et tambours, de 5 centimes.

58. La masse de compagnie est destinée à fournir aux sous-officiers, caporaux, ouvriers et tambours, la cire à giberne, et à pourvoir à l'entretien de la buffleterie, au salaire du frater et au blanchissage.

59. La masse de compagnie sera administrée par le lieutenant de la compagnie, sous la surveillance du conseil d'administration.

Le lieutenant de la compagnie tiendra un registre de recette et de dépense de cette masse ; mais les fonds qui resteront disponibles à la fin de chaque trimestre, seront versés dans la caisse de la compagnie.

Il y aura, pour cet objet, un compte ouvert avec ladite compagnie.

Le capitaine arrêtera, tous les trimestres, les comptes de cette masse.

60. Les fonds de la masse de compagnie ne pourront, dans aucun cas, être distribués aux hommes, ni détournés de leur destination.

L'excédent d'une année sera reporté sur la suivante, pour subvenir à l'augmentation des dépenses.

61. Les officiers, sous-officiers, caporaux, ouvriers et tambours des compagnies d'ouvriers militaires, seront admis et traités dans les hôpitaux des ports et des colonies.

Conformément à notre décret impérial du 15 pluviôse an 13, il sera fait au capitaine une retenue de deux francs, et aux lieutenants, d'un franc cinquante centimes par jour, pendant le tems qu'ils resteront à l'hôpital.

Il sera également retenu à chaque sous-officier, caporal, ouvrier et tambour, les deux tiers de sa solde.

Les sous-officiers et ouvriers atteints de la gale et des maladies vénériennes simples, seront traités à la caserne. Il sera alloué en conséquence à chaque compagnie, et versé dans la caisse du conseil d'administration, une somme annuelle de 32 centimes par homme, sur le pied du complet ; au moyen de quoi la compagnie sera tenue de pourvoir au traitement des vénériens et galeux, ainsi qu'à la fourniture du linge, effets et médicamens nécessaires.

TITRE VIII.

Dispositions générales.

62. Les compagnies d'ouvriers militaires seront subordonnées, sous l'autorité du préfet maritime, au chef du génie maritime dans le port où elles seront employées.

Il remplira, à l'égard de ces compagnies, les mêmes fonctions que celles attribuées aux directeurs d'artillerie pour les compagnies d'ouvriers de ce corps.

63. Chaque année, il sera fait une inspection générale desdites compagnies. Le ministre de la marine désignera à cet effet l'officier-général qui devra en être chargé, et soumettra ensuite à S. M. le compte qui lui sera rendu de cette inspection.

64. Le commissaire de marine préposé aux revues remplira près des compagnies d'ouvriers militaires, les fonctions attribuées par les réglemens aux inspecteurs aux revues pour le personnel, et aux commissaires des guerres pour le matériel.

L'inspecteur de marine de l'arrondissement exercera également une inspection habituelle sur les opérations administratives et de comptabilité desdites compagnies.

65. Les lois, décrets et réglemens sur l'administration, la comptabilité, l'avancement, les récompenses, la solde de retraite et le traitement de réforme, la police et la discipline des compagnies d'ouvriers d'artillerie de la marine, sont applicables aux compagnies d'ouvriers militaires, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent décret.

Notre ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Signé, NAPOLÉON.

Par l'Empereur et Roi,

Le ministre secrétaire d'Etat, signé, H. B. MARET.

Au Palais des Tuileries, le 16 janvier 1808.

NAPOLÉON, EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE, ET PROTECTEUR DE LA CONFÉDÉRATION DU RHIN.

Vu la loi du 5 germinal an 11, celle du 22 avril 1806, et spécialement l'article 22 de la même loi ; le rapport de notre ministre des finances, et le projet de statut joint, présenté par le conseil-général de la Banque,

Notre Conseil-d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Les STATUTS DE LA BANQUE DE FRANCE sont et demeurent définitivement arrêtés ainsi qu'il suit :

TITRE PREMIER.

De la Banque de France.

Art. 1^{er}. Le capital de la Banque de France se compose de quatre-vingt-dix mille actions, chaque action étant de mille francs en fonds primitif, et de plus, d'un droit d'un quatre-vingt-dix millièmes sur le fonds de réserve.

Chaque action est représentée sur les registres de la Banque par une inscription nominale de mille francs.

2. Les actionnaires de la Banque ne sont responsables de ses engagements que jusqu'à la concurrence du montant de leurs actions.

3. Les actions de la Banque peuvent être acquises par des étrangers.

4. La transmission des actions s'opère par de simples transferts sur des registres doubles tenus à cet effet.

Elles sont valablement transférées par la déclaration du propriétaire ou de son fondé de pouvoirs, signée sur les registres, et certifiée par un agent de change, s'il n'y a opposition signifiée et visée à la Banque.

5. Les actions de la Banque pourront faire partie des biens formant la dotation d'un titre héréditaire qui serait érigé par S. M., conformément au sénatus-consulte du 14 août 1806.

6. Les actions de la Banque, au cas de l'article précédent, seront possédées, quant à l'hérédité et à la réversibilité, conformément aux dispositions dudit sénatus-consulte, et au paragraphe III de l'article 896 du Code Napoléon.

7. Les actionnaires qui voudront donner à leurs actions la qualité d'immeubles en auront la faculté, et, dans ce cas, ils en feront la déclaration dans les formes prescrites pour les transferts.

Cette déclaration une fois inscrite sur le registre, les actions immobilisées resteront soumises au Code Napoléon, et aux lois de privilège et d'hypothèque comme les propriétés foncières ; elles ne pourront être aliénées, et les privilèges et hypothèques être purgées, qu'en se conformant au Code Napoléon, et aux lois relatives aux privilèges et hypothèques, sur les propriétés foncières.

TITRE II.

De l'administration de la Banque.

8. La Banque ne peut, dans aucun cas, ni sous aucun prétexte, faire ou entreprendre d'autres opérations que celles qui lui sont permises par les lois et les présents statuts.

9. Les opérations de la Banque consistent :

1°. A escompter à toutes personnes des lettres de change et autres effets de commerce à ordre, à des échéances déterminées, qui ne pourront excéder trois mois, et souscrites par des commerçans et autres personnes notoirement solvables ;

2°. A se charger, pour le compte des particuliers et des établissemens publics, du recouvrement des effets qui lui sont remis ;

3°. A recevoir en compte-courant les sommes qui lui sont versées par des particuliers et des établissemens publics et à payer les dispositions faites sur elle et les engagements pris à son domicile, jusqu'à la concurrence des sommes encaissées ;

4°. A tenir une caisse de dépôts volontaires pour tous titres, lingots et monnaies d'or et d'argent de toutes espèces.

10. Il sera établi des *comptoirs d'escompte* dans les villes de département où les besoins du commerce en feront sentir la nécessité.

Le conseil-général en délibérera l'organisation pour être soumise à l'approbation du Gouvernement.

11. La Banque, soit à Paris, soit dans les comptoirs et succursales, n'admet à l'escompte que des effets de commerce à ordre, timbrés et garantis par trois signatures, au moins, notoirement solvables.

12. La Banque pourra cependant admettre à l'escompte, tant à Paris que dans les comptoirs, des effets garantis par deux signatures seulement, mais notoirement solvables, et après s'être assurée qu'ils sont créés pour fait de marchandises, si on ajoute à la garantie des deux signatures un transfert d'actions de la Banque ou de 5 pour cent consolidés, valeur nominale.

13. Les transferts fait en addition de garantie, ne devant pas arrêter les poursuites contre les signataires de ces effets, ce ne sera qu'à défaut de paiement, et après protêt, que la Banque se couvrira, en disposant des effets à elle transférés.

14. L'escompte se fera par-tout au même taux qu'à la Banque même, s'il n'en est pas autrement ordonné, sur l'autorisation spéciale du Gouvernement.

15. Il sera pris des mesures pour que les avantages résultant de l'établissement de la Banque se fassent sentir au petit commerce de Paris, et qu'à dater du 15 février prochain, l'escompte sur deux signatures, avec garantie additionnelle, qui se fait par un intermédiaire quelconque de la Banque, n'ait lieu qu'au même taux que celui de la Banque elle-même.

16. La Banque peut faire des avances sur les effets publics qui lui sont remis en recouvrement, lorsque leurs échéances sont déterminées.

17. La Banque peut, avec l'approbation du Gouvernement, acquérir, vendre ou échanger des propriétés immobilières, suivant que l'exigera son service : elle fera construire un palais proportionné à la grandeur de son établissement et à la magnificence de la ville de Paris ; ces dépenses ne pourront être prises que sur les fonds de réserve.

18. La Banque fournit des récépissés des dépôts volontaires qui lui sont faits.

Le récépissé exprime :

La nature et la valeur des objets déposés ;
Les nom et demeure du déposant ;
La date où le dépôt a été fait et doit être retiré ;
Le numéro du registre d'inscription.

Le récépissé n'est point à ordre et ne peut être transmis par la voie de l'endossement.

19. La Banque perçoit un droit sur la valeur estimative du dépôt ; la quotité de ce droit est délibérée par le conseil-général et soumise à l'approbation du Gouvernement.

20. La Banque peut faire des avances sur les dépôts de lingots, ou monnaies étrangères d'or et d'argent, qui lui sont faits.

21. Le dividende est réglé tous les six mois, conformément à l'art. 4 de la loi du 22 avril 1806.

En cas d'insuffisance des bénéfices pour ouvrir un dividende dans la proportion de 6 pour cent sur le capital de 1000 francs, il y est pourvu en prenant sur les fonds de réserve.

22. Au commencement de chaque semestre, la Banque rend compte au Gouvernement du résultat des opérations du semestre précédent, ainsi que du règlement du dividende.

23. La Banque tient une caisse de réserve pour ses employés. Cette réserve se compose d'une retenue sur les traitemens. La quantité, l'emploi et la distribution de la réserve sont délibérés par le conseil-général et soumis à l'approbation du Gouvernement.

24. L'assemblée générale des actionnaires se réunit dans le mois de janvier de chaque année.

Elle est convoquée par le conseil-général.

Elle est présidée par le gouverneur.

25. Les régens et les censeurs sont nommés à la majorité absolue des suffrages des membres votans, par des scrutins individuels.

Si, au premier tour de scrutin, il n'y a pas de majorité, on procède à un second scrutin individuel ; si, au second tour de scrutin, il n'y a pas de majorité, on procède à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont réuni le plus de voix.

Celui qui, au scrutin de ballottage, a obtenu la majorité, est proclamé.

Lorsqu'il y a égalité de voix, le plus âgé est préféré.

26. L'exercice des régens et censeurs nommés en remplacement pour cause de retraite ou de décès, n'a lieu que pour le tems qui restait à courir à leurs prédécesseurs.

27. L'assemblée générale des actionnaires peut être convoquée extraordinairement ;

Lorsque, par retrait ou décès, le nombre des régens est réduit à douze et celui des censeurs à un seul ;

Lorsqu'elle aura été requise par l'unanimité des censeurs et délibérée par le conseil-général.

28. Les actions dont les gouverneur et sous-gouverneurs sont propriétaires, sont inaliénables pendant la durée de leurs fonctions.

29. La Banque pourvoit aux frais de bureau, de logement, d'ameublement et autres accessoires du gouvernement de la Banque.

30. Le gouverneur présente, au nom du conseil-général, à l'assemblée des actionnaires, le compte annuel des opérations de la Banque.

31. Il préside les comités et commissions spéciales auxquels il assiste.

32. La présence du gouverneur ou celle des sous-gouverneurs est journellement obligatoire à la Banque, pour l'expédition des affaires.

33. Le gouverneur se fait assister par le conseil-général et le conseil d'escompte pour la classification des crédits.

Cette classification est révisée tous les ans.

34. Le conseil-général de la Banque est composé,

Du gouverneur

Des sous-gouverneurs ;

Des régens ;

Des censeurs.

Ils doivent être résidans à Paris.

Tous ceux qui assistent au conseil ont un droit de présence.

35. Il détermine le taux des escomptes, ainsi que les sommes à employer aux escomptes.

Il détermine les échéances hors desquelles les effets ne peuvent être admis aux escomptes.

36. Il lui est rendu compte de toutes les affaires de la Banque. Il se réunit au moins une fois chaque semaine.

37. Aucune résolution ne peut être délibérée en conseil-général sans le concours de dix votans au moins et la présence d'un censeur.

Les arrêtés se prennent à la majorité absolue.

38. Toute délibération ayant pour objet la création ou l'émission des billets de banque, doit être approuvée par les censeurs.

Le refus unanime des censeurs en suspend l'effet.

39. Le compte annuel qui doit être rendu à l'assemblée des actionnaires, est arrêté par le conseil-général.

40. Le conseil-général nomme, remplace et réélit, à la majorité absolue, les membres des comités et des commissions spéciales.

41. Les régens et les censeurs sont tenus, avant d'entrer en fonctions, de justifier de la propriété de trente actions au moins, lesquelles sont inaliénables pendant la durée de leurs fonctions.

42. Les censeurs exercent une surveillance sur toutes les opérations de la Banque.

Ils se font présenter l'état des caisses, les registres et les portefeuilles, toutes les fois qu'ils le jugent convenable.

43. Les censeurs n'ont point voix délibérative au conseil-général.

Ils proposent toutes les mesures qu'ils croient utiles à l'ordre et à l'intérêt de la Banque.

Si leurs propositions ne sont point adoptées, ils peuvent en requérir la transcription sur le registre des délibérations.

44. Les censeurs assistent aux comités des billets et des livres et portefeuilles.

45. La nomination des membres du conseil d'escompte par les censeurs, sera faite sur une liste de candidats présentés par le conseil-général, en nombre triple de celui des membres à élire.

46. Les membres du conseil d'escompte doivent justifier en entrant en fonctions, de la propriété de dix actions de la Banque, lesquelles sont inaliénables pendant la durée de leurs fonctions.

47. Les membres du conseil d'escompte sont alternativement appelés au comité des escomptes, suivant l'ordre du tableau.

Ceux qui assistent au comité, ont un droit de présence.

48. Les régens et membres du conseil d'escompte qui doivent former le comité, sont alternativement choisis suivant l'ordre du tableau.

Leurs fonctions, comme membres du comité des escomptes, sont de quinze jours.

Le comité des escomptes se réunit au moins trois fois, chaque semaine.

49. Les régens et membres du conseil d'escompte composant le comité des escomptes, examinent le papier présenté à l'escompte.

Ils choisissent celui qui remplit les conditions voulues et les sûretés de la Banque.

50. Tout failli non réhabilité ne peut être admis à l'escompte.

51. Il sera tenu un registre où seront inscrits les noms et demeures des commerçans qui ont fait faillite.

Ce registre contiendra,
La date ou l'époque de la faillite,
L'époque de la réhabilitation si elle a eu lieu.

52. Le comité des billets est renouvelé par tiers tous les six mois.

Les membres sortans ne peuvent être réélus, qu'après un intervalle de six mois.

Les censeurs y assistent.

53. Le comité des billets est spécialement chargé de toutes les opérations relatives à la confection, à la signature et à l'enregistrement des billets, ainsi que leur versement dans les caisses.

54. Il est chargé de surveiller la vérification des billets annulés ou retirés de la circulation, et de toutes les opérations jusques y compris l'annulation et le brûlement.

55. Il dresse procès-verbal de ses opérations sur un registre à ce destiné, en présence du directeur, du contrôleur et du chef de la comptabilité des billets.

Il en fait rapport au conseil-général.

56. Le comité des billets est chargé de l'examen et du rapport au conseil-général, de toutes les réclamations ou demandes formées pour des billets altérés par l'usage ou par accident.

57. Le comité des livres et portefeuilles se renouvelle par tiers tous les six mois.

Les membres sortans ne peuvent être réélus qu'après un intervalle de six mois.

Les censeurs y assistent.

58. Le comité des livres et portefeuilles est chargé de la surveillance des livres et registres de la Banque.

Il examine les effets qui composent les portefeuilles, il prend note de ceux qui auraient été admis en contravention aux lois et statuts.

Il dresse procès-verbal de ses délibérations sur un registre à ce destiné.

Il en fait rapport au conseil-général.

59. Le comité des livres et portefeuilles, est chargé de la surveillance du registre des faillies, de la classification annuelle des crédits.

60. Le comité des caisses est renouvelé par tiers tous les mois, suivant l'ordre du tableau.

61. Le comité des caisses est chargé de vérifier la situation des caisses, au moins une fois chaque semaine.

Il en dresse procès-verbal sur un registre à ce destiné.

Il en fait rapport au conseil-général.

62. Le comité des relations avec le trésor public et les receveurs-généraux est renouvelé par cinquième tous les six mois.

Les membres sortans ne peuvent être réélus qu'après un intervalle de six mois.

Il est chargé de la surveillance des relations de la Banque avec le trésor public et les receveurs-généraux des contributions publiques.

Il dresse procès-verbal de ses délibérations sur un registre à ce destiné.

Il en fait rapport au conseil-général.

63. Notre ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Signé, NAPOLÉON.

Par l'Empereur,

Le ministre secrétaire-d'Etat, signé, H. B. MARET.

A Paris, de l'imprimerie de H. AGASSE, propriétaire du Moniteur, rue des Portevins, n° 6.